

8/05/2020



Non à la réquisition du personnel de santé !

La ministre de la santé Maggie De Block a fait un arrêté permettant de réquisitionner du personnel de la santé.

Après deux mois de crise, le gouvernement est incapable de fournir les masques à la population et les tests qui pourraient aider à limiter une deuxième vague. Car depuis deux mois, les services d'achat se débattent sur un marché devenu fou où les masques sont un objet de spéculation et où règne la guerre pour le profit.

Pour résoudre le problème, il aurait fallu réquisitionner des entreprises pour produire les masques et tests nécessaires. Mais cela aurait signifié marcher sur les pieds de la sacro-sainte propriété privée.

Alors, à défaut de vouloir contraindre les capitalistes, il ne reste plus qu'à utiliser les moyens de l'État pour contraindre les travailleurs à sacrifier leur santé.

C'est clair : c'est leur profit ou notre santé ! Pour défendre leur peau les travailleurs doivent trouver le moyen d'imposer leur contrôle sur l'économie pour qu'elle produise ce dont la population a réellement besoin.

Morts sur le front

Combien de docteurs, infirmières, aides-soignants, femmes de ménage… ont succombé au Covid-19 dans les hôpitaux et les homes ? Et bien, personne n'a compté !

Peut-être ont-ils voulu nous éviter un chiffre choquant de plus ? C'est raté.

On est de plus en plus nombreux à être choqués et révoltés devant l'irresponsabilité mortelle de ce système et des ministres à son service !

Après les applaudissements, les coups

La ville de Gand fait 10 millions d'euros d'économies sur son budget en diminuant les pécules de vacances du personnel de son CPAS, notamment de ceux qui travaillent dans les homes pour personnes âgées.

En effet, les heures supplémentaires ne seront plus prises en compte de la même façon. Selon les syndicats, cela fera perdre plusieurs centaines d'euros aux travailleurs concernés.

Voilà les « remerciements » que « nos héros » peuvent attendre des responsables politiques chargés de combler les trous budgétaires creusés par les cadeaux aux banques et aux grandes entreprises.



Positif au BlaBla-virus



Philippe De Backer (VLD), le ministre chargé du « plan de testing », a annoncé avoir atteint les 12.000 tests par jour et qu'il visait les 20.000 pour la semaine prochaine !

Pourtant, de nombreux laboratoires d'analyses médicales, y compris des laboratoires publics d'universités, se plaignent de tourner au ralenti.

Car devant l'impréparation des laboratoires au début de l'épidémie, le ministre, au lieu de les équiper, a fait le choix de faire analyser la plupart des tests par l'industrie pharmaceutique privée, dont les laboratoires ne sont pourtant pas prévus pour cette activité.

Dans ce monde dominé par le marché ce sont les plus gros qui l'emportent. Et le marché des analyses médicales n'échappe pas à la règle.

Pour la santé de tous, on aurait bien besoin de toutes les capacités d'analyses disponibles.

Nul doute que si les laborantins géraient eux-mêmes le problème, ils mutualiseraient l'ensemble des labos indépendamment des questions de profit et de réseau.



Déconfinement : leurs priorités et les nôtres

Les experts préconisaient de commencer le déconfinement en autorisant les réunions familiales dès le 4 mai et rouvrir les usines où s'entassent des centaines de travailleurs après le 18 mai seulement… si l'épidémie évolue favorablement.

Le gouvernement a décidé le contraire. On peut aller bosser avec des centaines de collègues à l'usine, mais pas voir ses amis ou sa grand-mère.

Il y a les conseils scientifiques… et puis, il y a la voix de la FEB. Les priorités sont claires : les profits d'abord !

La protection des travailleurs dans les entreprises : les patrons en service minimum

Dans le zoning industriel de Ghislenghien, les entreprises de produit alimentaires n'ont jamais confiné. C'est notamment grâce aux renforts de nombreux intérimaires pour remplacer les absents et les malades que la production continue. Des règles d'hygiène et de protection ont été prises, mais à minima, à la mode patronale.

Devant les entreprises où on prend la température avant d'entrer, les files s'allongent et il faut patienter jusqu'à une demi-heure chaque jour, sans être payé.

Les règles d'hygiène et de distanciation sociale ne sont pas organisées de façon conséquente.

Dans une entreprise, pour accéder au vestiaire pour se changer, il faut obtenir une languette, pour éviter de se retrouver trop nombreux. Fort bien, mais rien n'est désinfecté entre deux passages, les languettes pas plus que le reste.

Dans un coin des vestiaires, on entasse les vêtements usagés et mouillés de sueur durant une semaine avant que l'entreprise de nettoyage vienne les récupérer.

Durant la pause, on désinfecte soi-même son coin de table, et cela sans gants, avant de se dépêcher d'avaler son déjeuner. Pas besoin d'enlever son masque pour cela, car des masques, il n'y en a pas.

Bref, la médecine du travail et les cadres rédigent les procédures, les directions communiquent sur leur respect de la santé des collaborateurs mais les ouvriers constatent que leur santé se joue chaque jour à la loterie pour sortir la production.



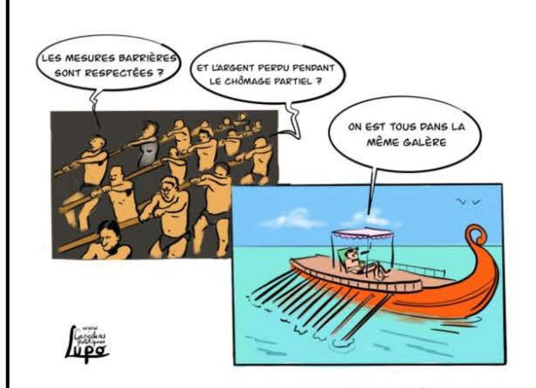
Moyens de transports

Pour de nombreux emplois industriels, le salaire tourne en moyenne à 12€ de l'heure et même moins. Pour ne pas finir en négatif avec un salaire pareil, il faudrait aller au boulot à pied ou à vélo. Mais pour la majorité des travailleurs à La Louvière ou à Mons Borinage, ce n'est pas une option possible.

Le covoiturage, utilisé par beaucoup, est désormais limité à maximum 2 personnes dans la voiture. Se rendre au travail devient donc plus cher.

On trime en se serrant la ceinture jusqu'à ce qu'une pièce casse à la voiture, et alors là, adieu le contrat si on n'a pas d'économies.

Et tout cela pour des actionnaires confinés dans leurs yachts. Y a de quoi avoir la rage.



En finir avec les bonimenteurs professionnels



Dans une interview au journal L'Echo, Elio Di Rupo déclare vouloir « la fin du capitalisme sauvage » et l'arrêt de la course au profit maximum ! Belles paroles d'un dirigeant de parti dans l'opposition ! Paroles qui ne coûtent rien…

Dommage qu'il ait mené une politique contraire lorsqu'il était à la tête du gouvernement en 2011-2014 ! Dommage que le PS défende le capitalisme dans son programme et à tous les niveaux de pouvoir auquel il peut participer…

Un capitalisme dont le moteur ne serait pas la course au profit maximum n'a jamais existé et il ne peut pas exister. Sauf dans la bouche des bonimenteurs professionnels.

Le capitalisme est en fin de course. La crise climatique, la gestion désorganisée face à la pandémie du Covid-19, et la crise économique qui s'étend, en sont les manifestations les plus visibles.

Il faut balayer le capitalisme et le remplacer par une société débarrassée de la propriété privée des capitaux et de la notion de profit, il n'y a pas d'autre solution. Il faudra une révolution ouvrière pour cela.





Le Covid-19 et la situation internationale des travailleurs

En quelques mois, la pandémie du Covid-19 a considérablement aggravé les conditions d'existence des classes populaires partout sur la planète. Dans la plupart des pays, les gouvernements et les entreprises privées se sont montrés incapables d'organiser une gestion rationnelle et efficace des services de santé.

Les mesures de confinement ont transformé des millions de travailleurs précaires en crève la faim. Et la population est le plus souvent démunie face à la pandémie.

Une pandémie qui se transforme en chômage et en famine au milieu d'une abondance de moyens techniques et industriels qui ne servent qu'aux actionnaires. Il y a même de la nourriture en abondance, mais qui n'est pas correctement répartie.

Jamais le sort des travailleurs n'a paru si étroitement lié qu'en cette période ou le fonctionnement du capitalisme paralyse la coopération et l'utilisation des moyens dont dépendent nos vies. Voici quelques exemples :

Inde : confinés dehors

« Même un miracle n'expliquerait pas les bas chiffres officiels du nombre d'infections et de décès », s'indigne un virologue indien devant les mensonges gouvernementaux.

Bien entendu, les moyens de dépister, qui manquent partout dans les pays développés, font complètement défaut dans ce pays de 1,3 milliards d'habitants.

Et, pour des centaines de millions de personnes, le confinement décrété par le gouvernement, c'est la rue, sans travail, et sans revenus. La nourriture, mais aussi l'accès à de l'eau potable, aux toilettes, aux douches sont des problèmes sans solution.

La seule chose qui ne manque pas, ce sont les coups de bâtons et les humiliations de la police, pour faire appliquer des règles de distanciation sociale inapplicables. « Tireznous une balle, qu'on en finisse », leur lancent ces travailleurs, excédés.



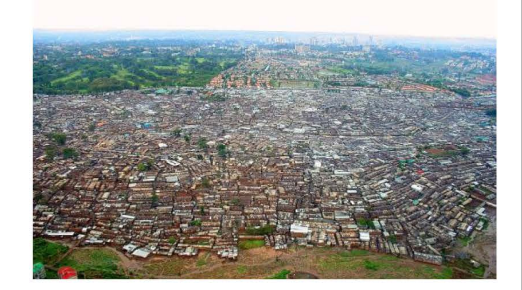
Le pays compte une centaine de millions de travailleurs « émigrés de l'intérieur », d'une province à l'autre, et qui se retrouvent aujourd'hui sans rien. Les télés ont médiatisé le cas d'une de ces ouvrières de 14 ans, morte après avoir parcouru à pieds plusieurs centaines de kilomètres pour tenter de rejoindre son village. Mais ils sont des millions dans ce cas.

Le « virus de la faim » en Afrique

A Naïrobi, capitale du Kenya, au Cap, en Afrique du Sud, à Lagos, capitale du Nigéria, des centres-villes luxueux sont ceinturés de bidonvilles ou Township, comme les

appellent leurs habitants. Les mêmes scènes s'y reproduisent, à des milliers de kilomètres.

Le nombre de jours de confinement égale le nombre de jours sans travail ni nourriture pour la famille. Rarement, des distributions de colis alimentaires sont organisées par les autorités, mais en quantité si insuffisante que cela provoque des bagarres désespérées. Des émeutes de la faim éclatent et sont brutalement réprimées par la police.



Au Kenya, les bastonnades et les exécutions sommaires de la police exacerbent la haine de la population contre le gouvernement. Dans ces grandes villes populeuses d'Afrique, la faim se double d'une profonde indignation de se voir traités « comme si nous n'étions pas des êtres humains ».

Liban : la population lutte, le dos au mur

En plein confinement, les manifestations ont repris contre le gouvernement et les effets de la grave crise économique qui plonge des centaines de milliers de personnes dans la misère.

La colère des manifestants se tourne également vers les banques, qui ont engrangé des milliards de profits grâce aux hauts taux d'intérêt payés par le gouvernement libanais pour ses emprunts.

La bourgeoisie libanaise, qu'elle soit chrétienne, sunnite ou chiite, s'est beaucoup enrichie par ce moyen alors que l'inflation et le chômage poussent la population à la révolte.

Brésil : la population démunie devant l'épidémie et le chômage



Ni la démagogie du président d'extrême droite, Jair Bolsonaro, qui nie la gravité de l'épidémie, ni les mesures de confinement décrétées par les gouverneurs de différents États du Brésil, n'apportent la moindre solution dans ce pays de 210 millions d'habitants.

Les épidémiologistes brésiliens et internationaux évaluent que le taux de contamination est 16 fois supérieur aux chiffres officiels. Même à Rio, capitale économique, les hôpitaux manquent de médecins et de moyens.

Dans les provinces les plus pauvres, comme au Nordeste, la population est confrontée à une hécatombe. Les morts attendent plus d'une semaine dans les maisons ou dans la rue. A Manaus, la capitale provinciale, les équipes de fossoyeurs sont décimées. On creuse des centaines de tombes à la pelle mécanique, en plein champs.

USA : au cœur du capitalisme, le tiers-monde se développe

Les travailleurs émigrés et afro-américains sont les plus lourdement touchés par le virus. Alors qu'ils ne composent que 30% de la population de New-York ou de Chicago, 70% des victimes sont afro-américaines.

Ambulanciers, aide-soignant, livreurs, nettoyeurs, caissiers, ils travaillent dans les jobs de 1ere et deuxième ligne où les salaires sont bas et les assurances sociales inexistantes.

Les médias rapportent de nombreux cas de malades renvoyés des hôpitaux parce qu'ils ne disposent pas des milliers de $ réclamés pour être pris en charge.

Dans ce pays le plus riche du monde, où les dépenses de santé par habitant sont statistiquement les plus élevées, les infirmiers ont dû improviser des vêtements de protection avec des sacs poubelles et les couloirs des services de réanimation se sont retrouvés encombrés de civières dont les malades attendaient qu'un respirateur se libère.

Les scandales de camions frigorifiques abandonnés avec leurs cadavres se multiplient.

Les mesures de confinement ont privé d'emplois de nombreux travailleurs. 26 millions d'entre eux se sont déjà inscrits sur les plateformes en ligne pour demander une aide financière qui ne devrait leur être versée, au mieux avec deux mois de délai, en mai ou en août, selon le montant de leur dernier salaire.

Devant la congestion des sites internet, et les caisses vides des États, il est courant de devoir attendre un mois avant de voir sa demande enregistrée. Mais beaucoup de travailleurs n'ont déjà plus d'économies. Les files devant les distributions de repas s'allongent partout dans le pays.

Suivez nous sur Facebook:
Lutte Ouvriere Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be
Tel: 0479-44.81.52
Internet: www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications et n'hésitez pas à nous contacter pour faire connaitre votre expérience !

Editeur responsable: M. Woodbury
BP54, rue de la Clef, 7000 Mons